



Paris, le 8 mars 2011

**Communiqué du bureau national**

### ***Un grand plan pour l'emploi des jeunes***

Alors que plus de 660.000 jeunes de moins de 25 ans (métropole et DOM) sont aujourd'hui au chômage, qu'un jeune Français met entre huit et onze ans pour entrer durablement sur le marché de l'emploi, enchaînant petits boulots, stages à répétition, CDD ou intérim, s'insérer sur le marché du travail est devenu, en France, un piège pour une grande partie de la jeunesse. Avec cette génération qui a peur d'être sacrifiée et qui pense vivre, pour la première fois, moins bien que ses parents, l'emploi des jeunes s'impose comme l'un des défis majeurs de notre société.

Le gouvernement ne saisit ni la gravité ni l'urgence de cette situation faite de déclassement et de précarité grandissante de la jeunesse. Sa politique ne comporte aucun message positif à l'égard de la jeunesse, aucune priorité pour l'emploi des jeunes. Les quelques mesures annoncées la semaine dernière par N. Sarkozy ne changent rien à la donne : relever de 3 à 4% le quota de jeunes en formation imposée aux entreprises de plus de 250 salariés par diverses primes et allègements de charges ou le redéploiement de quelques milliers de contrats aidés, ne peut constituer une véritable politique de l'emploi des jeunes.

Parce que nous voulons une société qui se construit avec sa jeunesse et qui invente avec elle son présent et son avenir, nous proposons aujourd'hui un « grand plan pour l'emploi des jeunes », qui sera au cœur de la politique que nous proposerons de mettre en œuvre dès 2012, et qui s'insérera dans la politique globale que nous mènerons pour relancer la croissance et l'emploi. Ce plan s'articule autour de la nécessité d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes, de prendre en compte la spécificité des 150.000 jeunes décrocheurs qui sortent chaque année du système scolaire sans emploi ni qualification et des moyens de lutte contre la précarité insupportable que subissent les jeunes aujourd'hui.

Ce grand plan comporte 10 mesures concrètes pour permettre à tous les jeunes d'entrer dans la vie active. Il propose notamment :

- la création 300.000 « emplois d'avenir », dont certains dans le secteur du développement durable, dont une partie sera destinée en priorité aux jeunes des territoires défavorisés ;
- la création d'un « *dispositif nouvelle chance* » pour les jeunes décrocheurs, leur permettant de nouveau de s'engager dans un projet professionnel adapté à leur situation ;
- un arsenal de mesures anti-précarité, comme la limitation des contrats précaires, un encadrement permettant d'en finir avec les stages abusifs ou encore l'extension du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en fin de droits.

Face à l'absence de volontarisme du gouvernement, le Parti socialiste propose un véritable « choc de confiance » pour l'emploi des jeunes en 2012.